



DÉLIBÉRATIONS

Le 4 juin 2026 à 15h20, les membres du Conseil d'Administration du CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN, se sont réunis au C.C.A.S., 2, Rue de Germont - sous la présidence de Madame Zohra AMIMI

Étaient présents :

Madame Elisabeth ALAZARD-SCHNEIDER, Madame Zohra AMIMI, Madame Brigitte BROUT, Madame Marine CARON, Monsieur Samantigui DOUMBIA, Monsieur François HAINIGUE, Monsieur Dorian JUSTIN, Monsieur Jamal KHERBECHE, Madame Dominique LABARRE, Madame Clémentine LE DUEY, Madame Elisabeth MENESTRIER, Madame Adeline PIERRE, Madame Gaëlle SILVESTRE,

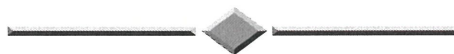
Étaient représentés :

Monsieur Nicolas MAYER-ROSSIGNOL ayant donné pouvoir à Madame Zohra AMIMI
Madame Élise BOQUIÉ ayant donné pouvoir à Monsieur François HAINIGUE
Madame Martine LELAIT ayant donné pouvoir à Madame Elisabeth ALAZARD-SCHNEIDER
Madame Juliana VIENNE ayant donné pouvoir à Madame Clémentine LE DUEY

Secrétaire de séance :

Madame Vanessa RAPITEAU, Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Date de convocation : 29 mai 2026



DÉLIBÉRATIONS

28 DEMANDE DE SUBVENTION AUPRÈS DU DÉPARTEMENT 76 POUR L'ACQUISITION DE PETITS ÉQUIPEMENTS DANS LES RÉSIDENCES AUTONOMIE - AUTORISATION SIGNATURE

MESDAMES, MESSIEURS,

Dans le schéma départemental de l'autonomie 2018-2022, le Département de la Seine-Maritime s'est engagé à renforcer la qualité des accompagnements sociaux et médico-sociaux. A cet effet, il entend concourir au quotidien à améliorer le cadre et le confort de vie en établissement.

Le Conseil Départemental réuni le 10 mars 2022 a décidé de pérenniser le dispositif d'aide à l'investissement mobilier (travaux d'aménagement et petits équipements) destiné aux E.H.P.A.D., résidences autonomie et établissements et services accueillant des personnes en situation de handicap.

Nature et objectif de l'aide :

Le dispositif d'aide a pour objectif de financer des dépenses d'investissement pour des aménagements et équipements concourant à :

- Prévenir la perte d'autonomie,
- Améliorer le confort de vie,
- Améliorer les conditions de travail.

Conditions financières et versement :

Un dossier de demande de subvention par établissement et par objectif.

La subvention exceptionnelle sera versée dans la limite de 20 000 € par établissement avec une participation minimale de 20 % du C.C.A.S.

Le bénéficiaire dispose d'un an à compter de la date d'attribution pour démarrer son projet (transmission d'un bon de commande ou ordres de service).

La dernière facture doit être datée de moins de 3 ans à compter de la date d'attribution et la demande de solde devra intervenir dans les 6 mois suivants.

La subvention est versée au prorata (80 %) des factures présentées certifiées acquittées dans la limite de l'aide attribuée.

Description des projets :

1- Prévenir la perte d'autonomie

De nombreuses actions sont de nature à prévenir la perte d'autonomie. La crise sanitaire a, par ailleurs, mis en exergue un besoin d'équipements nécessaires et l'enjeu est désormais de permettre aux résidents de préserver les liens familiaux et sociaux, de favoriser la stimulation cognitive, d'accéder à des activités physiques et de bien-être (ou détente), facteurs essentiels à la prévention de la perte d'autonomie.

DÉLIBÉRATIONS

Proposition pour la résidence autonomie Bonvoisin :

- Jeux d'adresse de taille géante : **611,30 € TTC**
- Sièges pliants pour repos lors des sorties : **275,40 € TTC**
- Haut-parleur Bluetooth transportable pour activités en extérieur : **87,17 € TTC**
- Horloge numérique : **146,84 € TTC**
- Ecran de projection sur roulettes et vidéoprojecteur : **1 171,96 € TTC**

Proposition pour la résidence autonomie La Rose des Sables :

- Matériel de jardinage : **577,80 € TTC**
- Matériel de cuisine : **441,93 € TTC**
- Four : **553,18 € TTC**

2- Améliorer le confort de vie :

Améliorer le cadre de vie des résidents que ce soit pour le bien-être ou favoriser les espaces conviviaux (accueil des familles ou lien social entre résidents) et développer les activités en extérieur.

Proposition pour la résidence autonomie Saint-Filleul :

- Voilage et rideaux ignifugés, installation : **14 813,04 € TTC**

Proposition pour la résidence autonomie La Rose des Sables :

- 12 fauteuils avec accoudoirs : **3 377,14 € TTC**
- 6 fauteuils extérieurs : **1 694,96 € TTC**

3- Améliorer les conditions de travail du personnel :

Des investissements de nature à prévenir les troubles musculosquelettiques, à optimiser la gestion administrative, ou encore à réduire l'encombrement des locaux et prévenir les risques de chutes peuvent être financés.

Proposition pour la résidence autonomie Bonvoisin :

- Supports de sacs poubelles 3 flux 3X110 L sur socle pour les 6 étages : **1 411,27 € TTC**
- Chariot à glissières en inox 7 niveaux : **261,83 € TTC**

Proposition pour la résidence autonomie Saint Filleul :

- Stores et rideaux, installation : **3 112,98 € TTC**
- Chaises et charriots de rangement : **2 691,97 € TTC**

Proposition pour la résidence autonomie La Rose des Sables :

- 5 tables pliantes : **2 951,99 € TTC**
- Nettoyeur vapeur balai : **360,85 € TTC**
- Matériel de sport : tapis de sol, ballons et élastiques : **356,66 € TTC**
- Coussin de nuque et ceinture lombaire chauffantes : **78,22 € TTC**

DÉLIBÉRATIONS

Proposition pour la résidence autonomie Trianon

- 8 tables mobiles à tableau rectangulaire pliant : **4 204,85 € TTC**
- Tableau blanc mobile et réversible : **259,37 € TTC**

Montants totaux par établissement :

Résidence	Dépenses (HT)	Dépenses (TTC)	Subventions sollicitées (80 % du HT, plafond 20 000€/résidence)	Autofinancement (20 % minimum)
La Rose des Sables	8 640,20 €	10 392,73 €	6 912,16 €	1 728,02 €
Saint Filleul	17 181,66 €	20 617,99 €	13 745,33 €	3 436,33 €
Bonvoisin	3 304,80 €	3 965,77 €	2 643,84 €	660,96 €
Trianon	3 720,18 €	4 464,22 €	2 976,14 €	744,04 €
TOTAL	32 846,84 €	39 440,71 €	26 277,47 €	6 569,37 €

Lesdits dossiers de demande de subvention sont annexés à la présente délibération.

Le Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen est invité à se prononcer sur l'opportunité de solliciter des subventions pour un montant total de 26 277,47 € auprès du Département de Seine-Maritime.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU la Loi n° 2002-2 du 02 janvier 2002 rénovant l'Action Sociale et Médico-Sociale,

VU la Loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment l'article R.123-20,

VU le Schéma Unique des Solidarités du Département de la Seine-Maritime 2023-2027,

VU la Délibération du Conseil Départemental du 10 mars 2022 pérennisant le dispositif d'aide à l'investissement mobilier destiné aux E.H.P.A.D., résidences autonomie et établissements et services accueillant des personnes en situation de handicap,

VU les dossiers de demande de subvention ci-annexés,

CONSIDÉRANT le dispositif d'aide à l'investissement du Département de la Seine-Maritime visant à améliorer le cadre de vie des résidents des résidences autonomie,

DÉLIBÉRATIONS

CONSIDÉRANT les besoins d'équipements identifiés pour les résidences autonomie en matière de prévention de la perte d'autonomie, d'amélioration du confort de vie des résidents, et des conditions de travail des personnels.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, autorise Monsieur le Président du C.C.A.S. ou son représentant à :

- Solliciter une subvention de 26 277,47 € auprès du Département de Seine-Maritime dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement,
- Signer tous les documents s'y rattachant,
- Inscrire les dépenses aux comptes 2181 « Installations générales, agencements, aménagements divers » et 2188 « Autres immobilisations », et les recettes provenant de la subvention au compte 1392 7« Subventions d'investissement - Collectivités » des budgets concernés.

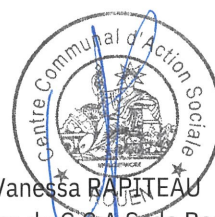
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

Votants :

- Pour : 17
- Contre : 0
- Abstention : 0
- Ne prend pas part au vote : 0

Fait à Rouen, les jours, mois et an susdits.

POUR EXTRAIT CONFORME,
Pour le Président et par délégation



Vanessa RAPITEAU
Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Madame la Directrice du C.C.A.S. de Rouen certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53, avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission aux services de l'Etat. De même, en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : www.telerecours.fr, et ce en application de l'article R421-1 du Code de la Justice Administrative.